

Visite guidée au site de détente et de loisirs de Mostaganem

Le site de détente et de loisirs est situé dans un cadre naturel typiquement méditerranéen, agréablement paysagé et bénéficie d'un climat privilégié. Ce projet d'envergure permettra à la ville d'offrir à sa population, mais aussi aux visiteurs, une expérience unique.

Dans la journée de mardi dernier, une visite guidée a été effectuée par M. le wali sur les différents chantiers du parc animalier et du parc de loisirs. M. Ahmed Maâbed a présenté cette œuvre comme un plaidoyer en faveur du cadre de vie, de l'équilibre naturel et du respect de l'environnement.

«De nombreux critères ont été évalués afin de déterminer l'emplacement idéal pour les enclos du zoo et cet investissement mettra davantage en valeur cet espace magnifique tout près de la mer et sera le plus beau parc animalier du pays» a affirmé le wali.

Le zoo offrira à tous les animaux de nouveaux lieux de vie les mieux adaptés. De ce fait, la plupart des fauves et autres animaux venus de tous les horizons intégreront de nouveaux enclos naturels, arborés et aménagés que le visiteur pourra observer dans leur environnement et, cerise sur le gâteau, en liberté car il s'agira bien d'un parc animalier à ciel ouvert. Le public pourra donc faire connaissance avec des tigres blancs du Bengale, lions de savane, léopards, panthères, crocodiles, reptiles, hippopotames, éléphants, girafes, singes, oiseaux et autres.

S'agissant du parc de loisirs, le site devrait accueillir un parc d'attraction avec des jeux modernes, lac, piscine avec vagues, bowling et un tas d'autres jeux, des prestations de service avec des restaurants, hôtel, salle de spectacle et des kiosques commerciaux en conformité avec l'environnement. Le tout sera agrémenté à l'entrée par un grand jet d'eau musical.

Le parc sera aussi doté d'un centre hippique, une clinique de soins vétérinaires où les vétérinaires devront travailler en toute sécurité et d'un abattoir. Ayant nécessité une enveloppe de 300 millions de dinars, ce projet ne manquera pas de générer à terme des nouveaux postes d'emploi dans la wilaya.

A. B.

NAÂMA

La colère de Mounia Meslem

M^{me} Mounia Meslem, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a effectué une visite d'inspection et de travail de deux jours, 8 et 9 juin courant, dans la wilaya de Naâma, où elle s'est enquis de plusieurs projets réalisés ou en cours de réalisation relevant de son département.

A Aïn-Séfra, elle a inspecté le centre psychopédagogique, où elle a ordonné l'ouverture d'une enquête sur la gestion de cet établissement et le projet d'un centre de protection des jeunes dont les travaux n'ont pas été appréciés par la ministre.

A Tiout, elle a lancé un projet d'une coopérative touristique et archéologique financé conjointement par l'ADS (développement social) et les dispositifs du micro-crédit, alors qu'à Naâma, elle a inauguré un établissement pour enfants assistés et à Mécheria, elle a visité le centre psychopédagogique

pour inadaptés mentaux ainsi que l'école des non-voyants. Dans le même sillage, le membre du gouvernement a, avant de présider une réunion de travail avec les cadres du secteur, les élus et les représentants du mouvement associatif, visité une exposition des différents canaux de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej, ADS, Cnac, Angem) et a procédé à la distribution d'une dizaine de tricycles au profit des handicapés de la wilaya, ainsi que des véhicules utilitaires, des taxis et des aides matérielles au profit des jeunes sans emploi. La ministre a,

lors d'un point de presse, déclaré que son département joue un grand rôle d'assimilation, de corporation et d'intégration des personnes en difficulté au sein de la société. De ce fait, l'Etat a, dans le cadre de la politique de la protection sociale, engagé plusieurs projets d'envergure visant cette couche sociale de vivre dignement dans la prospérité, notamment par la réalisation de nouveaux projets de structures d'accueil réalisés ou en cours de réalisation, ainsi que la reconversion au niveau national d'une cinquantaine de structures non exploitées en établissements d'accueil des enfants retardés-mentaux ou encore des sourds-muets, de manière à donner aide et assistance et aider en permanence les handicapés à surmonter les défis, casser les tabous, outrepasser les obstacles et oublier leur handicap. Par ailleurs, la DAS a fait savoir

que près de 3 000 handicapés, tous âges confondus, dont 1050 handicapés-moteurs, quelque 400 polyhandicapés, 260 sourds-muets, 250 non-voyants, et quelque 700 cas frappés de déficience mentale sont pris en charge par sa direction.

Elle a également indiqué que plusieurs projets ont été réalisés et d'autres sont en cours, notamment deux établissements de réinsertion des jeunes mineurs en difficulté, un foyer doté d'un service d'observation pour enfance assistée. Ces établissements qui prendront en charge ces victimes involontaires des guerres, des accidents de la route et des accidents de la nature, donneront une éducation spéciale visant la réinsertion sociale, la meilleure prise en charge psychologique et médicale ainsi que la formation et la sensibilisation.

B. Henine

ORAN

400 familles en attente de régularisation à Haï Meddah

Hier, un groupe d'habitants du douar Haï Meddah, APC de Sidi Chahmi (wilaya d'Oran), près de l'EHU 1^{er}-Novembre, ont manifesté dans le calme pour dénoncer le blocage de la régularisation foncière du site où ils vivent depuis plus de trente ans.

Munis de banderoles, réclamant justice et sous le regard vigilant de quelques agents des forces de l'ordre, les habitants de ce quartier déstructuré, en partie illicite, revendiquent le respect des engagements de la Direction de l'urbanisme quant à leur situation, et interpellent le chef de daïra, le wali et le ministre de l'Habitat. Cela fait des années qu'ils ont entrepris les démarches pour être régularisés, en déposant les dossiers au niveau de l'APC et cela suite à la venue d'une commission et d'inspecteurs de l'urbanisme. Des travaux de viabilisation ont même été réalisés, les confortant dans leur demande. Mais depuis, c'est comme si rien n'avait été fait

puisque «aucune suite n'a été donnée que ce soit à l'APC ou à la daïra. Pire..les responsables locaux refusent de tenir compte des instructions de la Direction de l'urbanisme», expliquent les habitants. Pour eux, il y a volonté claire de vouloir les placer dans une situation «d'irrégularité de fait qui va autoriser l'expulsion» explique un père de famille.

Ce site, occupé par quelque 400 familles, était

rattaché à une ancienne ferme, ce sont majoritairement les anciens fellahs qui y sont installés. Leurs enfants ayant grandi et ont à leur tour fondé des familles. Ces 5 dernières années, les expulsions, les expropriations des fellahs se sont multipliées autour du site, ne restent que cette poche des 400 habitants de Haï Meddah.

Fayçal M.

La tension reprend chez les travailleurs du tram

Après une grève qui a duré 17 jours et interrompue par les travailleurs grévistes du tramway, suite à des assurances de reprendre le dialogue avec la Direction de la Setram d'Oran, cette dernière avait procédé à la suspension de deux syndicalistes, à savoir le secrétaire général et le responsable de l'organique de la section. Hier, ils ont reçu leurs lettres de licenciement.

Pour les travailleurs, ce geste de la direction vient confirmer sa volonté de continuer dans la politique de non-dialogue et ainsi à pousser à plus de tension au sein de l'entreprise. Se déclarant solidaires avec leurs collègues, une réunion devait avoir lieu hier entre les travailleurs, au niveau de la centrale syndicale d'Oran, afin de prendre des décisions de soutien à leurs camarades et on nous a fait savoir qu'une autre grève ne serait pas à exclure au vu de ce qui se passe.

A. B.

RELIZANE

16 000 logements sociaux-locatifs dont 2 000 en cours de lancement

Finalement, c'est devenu une tradition. Mardi dernier, pas moins d'une vingtaine de professeurs et docteurs en médecine ont effectué une visite à Oum-El-Bouaghi dans une mission beaucoup plus à caractère humanitaire.

En examinant attentivement les différents secteurs d'activité et les enveloppes allouées pour le programme quinquennal 2010-2014, l'habitat en général s'en tire plutôt bien. Un secteur qui s'est taillé la part du lion dans la wilaya de Relizane avec des enveloppes considérables. Cette aspect financier dont une partie sera consacrée au parachèvement des projets en

cours de réalisation, servira aussi à la réalisation de 16 000 logements dont 3 572 en cours de réalisation dans la formule LSL, répartis à travers la daïra de Relizane et 1 897 unités à Oued Rhio, 820 unités pour les communes de la daïra de Mazouna, et le reste pour les daïras d'El Matmar 1 390, Djidiouia 1 086, Hmadna 1 350, Sidi M'Hamed Benali 770, Ammi

Moussa 1 048, Yellel 1 166, Zemmora 1 321, Mendès 940, Aïn Tarik 530, Ramka 130. Relizane, selon une source crédible a-t-on appris auprès de l'Office de promotion immobilière du logement de la wilaya de Relizane se taille la part du lion. Ce dernier quota a été dégagé pour permettre de fixer et stabiliser les populations rurales dans leurs localités. Des localités qui ont connu durant les trois dernières décennies des exodes ruraux massifs, dus notamment à la détérioration de la situation sécuritaire, mais aussi, du fait de la marginalisation de ces régions par les autorités compétentes. Chose

qui a poussé ces populations à quitter leurs villages pour s'installer dans un environnement plus clément soit dans les grandes agglomérations tels les chefs-lieux de commune, de daïra ou de wilaya. Avec l'amélioration de la situation sécuritaire, l'Etat avait initié, et ce, depuis le début des années 2000, un plan spécial sous le slogan «Retour des populations dans leurs localités». Un plan qui a tout de suite donné ses fruits, selon les résultats espérés; car d'importantes localités ont vu leurs populations rejoindre leurs maisons et terrains. Petit à petit, ces populations ont pu s'y installer définitivement et reprendre leur vie agropastorale qu'elles avaient quittée durant plusieurs années. C'est justement l'objectif, sinon le but recherché par ce nouveau plan quinquennal.

La wilaya de Relizane a bénéficié à la faveur du programme quinquennal en cours (2009/2014) de 12 250 autres aides pour plusieurs autres types de logement dont 6 000 pour la résorption de l'habitat précaire.

Signalons que le taux d'avancement des travaux de réalisation des logements varie entre 30 et 60%, rapporte notre source d'information, et il est prévu la réception de 1 000 logements au cours de cette année et le lancement très prochainement, d'un autre projet de réalisation de trois mille (7000) logements du même type à travers le territoire de la wilaya.

A. Rahmane

Débrayage de plus de 130 ouvriers algériens sur le chantier de construction du nouvel hôpital de Aïn Defla

Hier, dès le début de la matinée, l'ensemble des ouvriers employés par la société indienne qui réalise un hôpital de 240 lits à l'entrée est de la ville de Aïn Defla pour protester contre les conditions de travail qu'ils qualifient d'«abusives» qu'ils disent subir, imposées par les gérants de l'entreprise titulaire du marché.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, selon les contestataires, a été l'affichage, mardi, d'une longue liste portant les noms des ouvriers dont les contrats de travail sont arrivés à terme et qui n'allaient pas être renouvelés, en un mot, frappés de licenciement.

Selon les dires des contestataires, cela signifie des lendemains difficiles surtout que nous sommes à une semaine du mois de Ramadhan. Par ailleurs, ils dénoncent une nette discrimination, à travail égal entre ouvriers indiens et algériens, en constatant que si le maçon ou le cof-

freur algérien touche 30 000 DA par mois en travaillant même le samedi, et que l'ouvrier simple est payé à 22 000 DA mensuellement, à qualification égale, l'employé indien touche un salaire 4 fois supérieur.

Cette mesure de licenciement qu'ils trouvent arbitraire fait suite à l'arrivée, il y a quelques jours, de 50 ouvriers indiens venus d'ailleurs. Ils constatent qu'au fur et à mesure que chaque fois que ces groupes d'ouvriers indiens arrivent, le nombre d'ouvriers algériens décroît, ce qui fait qu'actuellement le nombre d'ouvriers indiens a atteint le chiffre de 260

contre 130 Algériens. Toujours selon les contestataires, c'est le slogan «tu acceptes ces conditions et tu travailles ou... tu dégages» qui est mis en application. Les contestataires placent leurs espoirs dans l'intervention du wali pour qu'ils puissent garder leurs emplois. Ils disent avoir fait part de leur préoccupation à l'Inspection du travail qui «n'a pas donné suite». Nous avons nous-mêmes tenté de contacter cette Inspection du travail, chargée de faire respecter le code du travail en vigueur pour en savoir plus ... mais en vain.

Karim O.